

INFO	AVIS	REP	EXEC.	ARCH.
DIR				
CTA				
DSV 22 Reçu le	11 JUL. 2001			N°
SPA				
HA				
ICPE				

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
MCO

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 relatif aux prescriptions applicables aux établissements de fabrication d'engrais et support de culture à partir de matière organique soumis à déclaration (rubrique 2170-2) ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1982 autorisant M. Jean-Yves DURAND demeurant à HENANSAL au lieu-dit « La Chesnaie » à exploiter un élevage avicole à cette adresse de 18000 animaux-équivalents (poules pondeuses) ;
 - VU le récépissé de déclaration du 17 novembre 1977 autorisant M. DURAND Jean-Yves à exploiter un élevage avicole de 8000 animaux-équivalents ;
 - VU la demande présentée par M. et Mme Jean-Yves DURAND demeurant à HENANSAL au lieu-dit « La Chesnaie » en vue de la régularisation de la situation administrative et la restructuration d'un élevage avicole de 80390 animaux-équivalents à HENANSAL au lieu-dit « Les Etangs », installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU la délibération du Conseil municipal de HENANSAL ;
 - VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 2 mars 1999, 30 mars 1999, 18 février 1999 ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 novembre 2000 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 novembre 2000 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
 - VU le courrier par lequel M. et Mme Jean-Yves DURAND s'engagent à démolir le bâtiment sis à HENANSAL au lieu-dit « La Chesnaie » ;
 - VU les observations du 29 mai 2001 de M. et Mme Jean-Yves DURAND ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

.../...

CONSIDERANT que le transfert demandé est de nature à limiter les risques des nuisances ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

1.1 - M. et Mme Jean-Yves DURAND sont autorisés à exploiter à HENANSAL au lieu-dit Les Etangs (sections ZN n°30-43 et ZS n° 22-56), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 80390 animaux équivalents (poules pondeuses) en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1.2 - Il est donné acte à M. et Mme Jean-Yves DURAND de leur déclaration par laquelle ils font connaître qu'ils vont exploiter à HENANSAL au lieu-dit « La Chesnaie » une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 920 tonnes par an (fientes déshydratées)

1.3 - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :

2.1 - toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-2- l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

.../...

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170.2)

3.1 – La fabrication des produits (fientes déshydratées) sera réalisée :

- par séchoir type Seconov pour le poulailler (1)
- par un système de préséchage des fientes dans le(s) poulailler(s) à chaque étage de batteries de ponte (P2-P3),
- par séchage et maturation des fientes dans un hangar aménagé d'une surface de 803 m2 permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3.2 – Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais organiques fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (engrais organique norme NFU 42001).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc;...).

3.3 – Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel et non les terres en propre du pétitionnaire qui devra respecter le seuil d'épandage du canton.

3.4 – Traçabilité du produit :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- Les informations définies ci-dessus,
- Les originaux des bons d'enlèvement,
- Un état des stocks au 31 décembre.

.../...

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (Ets LE MEE-AUCALEUC) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation d'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage (65760 poules).

ARTICLE 4 : Site de « la Chesnaie » en HENANSAL

L'arrêt de l'exploitation du poulailler (P6) sera effectif au plus tard pour le 15 juillet 2001. Les opérations d'enlèvement des déjections, de lavage et de désinfection seront réalisées au plus tard pour le 15 août 2001. L'enlèvement du matériel de l'élevage et la démolition du poulailler P6 et la remise en état du site seront réalisés au plus tard pour le 30 novembre 2001.

ARTICLE 5 – Les travaux prévus aux articles 2 et 3.1 seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté

ARTICLE 6 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9- Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de HENANSAL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. et Mme Jean-Yves DURAND.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du M. et Mme Jean-Yves DURAND dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 25 janvier 1982 et le récépissé de déclaration du 17 novembre 1977.

ARTICLE 11 - "Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

.../...

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN
Le Maire de HENANSAL

L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. et Mme Jean-Yves DURAND pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

*Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau*

Christian RAYMOND



SAINT-BRIEUC, le
LE PREFET,

21 JUIN 2001

Jacques BARTHELEMY